

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/3 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.3.63775

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Après un chapitre (2) consacré aux transformations économiques et sociales et à la constitution de milieux et de formes de socialisation nouveaux (notamment les associations dans les villes), l'étude est menée en quatre chapitres, qui portent successivement sur le milieu catholique (3), le milieu libéral (et ses contradictions) (4), le milieu social-démocrate (5) et le milieu communiste (6). Elle s'appuie notamment sur les archives de presse et les archives de police conservées à Marburg.

Les conclusions (7) confirment l'hypothèse de départ. L'intérêt de cet ouvrage ne réside pas dans un diagnostic inédit sur l'échec de la République mais dans le fait qu'il étaye ce diagnostic par une étude nuancée, extrêmement précise et détaillée, des »milieux sociaux« et que cette approche permet de mettre en relation la »crise du parlementarisme«, que l'on rend généralement responsable de l'échec de la République, avec le pays réel et de montrer que cet échec procède d'une crise de la normativité sociale qui empêcha un ethos républicain de prendre pied. C'est cela – l'échec de la conviction républicaine – qui fut sans doute le plus fatal à la République. Encore fallait-il en analyser les causes concrètes: c'est ce qui fait tout l'intérêt de l'étude exemplaire de Weichlein.

Gérard RAULET, Paris

Bernd BUCHNER, *Um nationale und republikanische Identität. Die deutsche Sozialdemokratie und der Kampf um die politischen Symbole in der Weimarer Republik*, Bonn (J. H. W. Dietz Nachf.) 2001, 408 p. (Politik- und Gesellschaftsgeschichte, 57).

L'étude de Buchner sur les symboles politiques que la social-démocratie a tenté de promouvoir sous la République de Weimar ne manque pas d'intérêt. Ce sujet avait été jusqu'ici rarement abordé, alors que ces symboles ont déterminé parfois les choix politiques des citoyens et le vote des électeurs. L'auteur analyse quatre symboles: le drapeau, l'hymne national, »l'esprit de 1914« et la fête nationale.

Un premier constat: ces symboles – qui se voulaient ceux de la République – la social-démocratie n'est pas parvenue à les faire admettre par la majorité de la population. Dès 1921 ne qualifiait-on pas le régime de Weimar de »République sans républicains« (p. 89)?

C'est bien Friedrich Ebert qui a décidé que le »Deutschland über alles« serait l'hymne national de la République de Weimar, mais ce faisant il sanctionnait un fait accompli (p. 148). Ce choix satisfaisait plus les partis de droite que le monde ouvrier (p. 161).

Un des termes qu'utilise Buchner, pour caractériser l'attitude des sociaux-démocrates, c'est celui d'*Ambivalenz*. En effet, dès 1918, ils se voulaient à la fois défenseurs de la République et de la nation. Or, sur ce point, ils se heurtaient à la surenchère des nationalistes qui imputaient aux dirigeants du nouveau régime la responsabilité des malheurs de l'Allemagne.

Exemple de cette fâcheuse ambivalence: saluant le 10 décembre à Berlin dix divisions qui revenaient du front, Friedrich Ebert affirmait qu'elles rentraient invaincues, ce qui préparait le rejet, par la majorité des Allemands, de »l'injuste diktat« de Versailles.

Curieusement l'auteur passe sous silence l'erreur majeure des sociaux-démocrates majoritaires, celle d'avoir donné pleins pouvoirs, en 1919, à des militaires hostiles à la République, en les chargeant d'écraser les révolutionnaires. Dans le droit fil de cette attitude, les majoritaires refusèrent, en 1918, de faire du drapeau rouge (pourtant déclaré symbole de la République) (p. 61) le drapeau national. Le choix ultérieur de deux drapeaux: noir-rouge-or, défendu par le SPD, et noir-blanc-rouge, par la droite, suscita une véritable guerre qui empoisonne le climat de la République de Weimar.

L'auteur montre bien dans quelle situation difficile l'élection de Hindenburg à la Présidence de la république plaça les sociaux-démocrates, qui s'efforcèrent de défendre à la fois l'»esprit de 1914«, donc la guerre patriotique, et les valeurs de la République: liberté et démocratie, avant de se voir finalement contraints à voter, en 1932, pour un homme qui l'an-

née suivante signera sans barguigner les ordonnances qui scellaient la mort de la République de Weimar.

Les sociaux-démocrates réussirent à imposer un symbole républicain: »le Jour de la Constitution«. Mais il advint que, le jour de la Constitution, le mot république ne fut même pas prononcé par les orateurs, tandis que l'après-midi se clôturait par une parade militaire.

Un chapitre entier est consacré à la répression par la police berlinoise de la manifestation organisée par les communistes, malgré l'interdiction des autorités social-démocrates, le premier mai 1929. Buchner souligne les erreurs graves de cette répression. Résultat: 33 morts, 198 blessés, 1228 arrestations dont moins du dixième concernaient des communistes. Conséquence: approfondissement du fossé qui séparait les deux partis ouvriers, ce qui ne facilitera pas leur opposition au national-socialisme (alors que les deux partis ouvriers partageaient certains symboles)¹.

Gilbert BADIA, Paris

Ilde GORGUET, *Les mouvements pacifistes et la réconciliation franco-allemande dans les années vingt (1919–1931)*, Frankfurt a. M. (Peter Lang) 1999, XVI–331 S. (Convergences, 14).

Die 1997 an der Sorbonne verteidigte germanistische Dissertation von Ilde Gorguet rückt die wichtige Pionier-Rolle von Vertretern der gemäßigten Friedensbewegungen in der deutsch-französischen Verständigung bald nach dem Ende des Ersten Weltkrieges bis gegen Ende der 1920er Jahre ins Blickfeld. Damit wird auf breitester deutscher und französischer archivalischer und dokumentarischer Grundlage untersucht, in welcher Weise sich Personen, Gruppierungen und Organisationen der Friedensbewegung in beiden Ländern im Rahmen deutsch-französischer Gesellschaftsbeziehungen, also unterhalb und neben der Ebene staatlicher, wirtschaftlicher und kultureller Beziehungen, um eine friedliche Annäherung und Versöhnung mit dem Nachbarn bemühten. Einfluß auf die öffentliche Meinung suchten sie vor allem mit Publizistik und Kongressen zu erzielen.

Wenn es diesen Bewegungen auch nicht gelang, direkte Wirkung auf die nationalen Regierungen auszuüben und die mentalen und politischen Grenzen zwischen der französischen Dritten Republik und der jungen Weimarer Republik zu überwinden, so spielten sie doch eine wichtige Rolle als Vorläufer späterer Entwicklungen vor allem nach dem Zweiten Weltkrieg – so die These der Autorin, die von ihr allerdings nur ideengeschichtlich und nicht biographisch, politisch oder sozialgeschichtlich belegt wird.

Die Ideen der gemäßigten pazifistischen Bewegungen, die sich gegen eine Unausweichlichkeit des Krieges richteten und demokratische Verhältnisse zur Voraussetzung friedlicher internationaler Beziehungen erklärten, setzten sich in der Tat im internationalen Denken nach dem Zweiten Weltkrieg innerhalb der europäischen und transatlantischen Welt in großen Teilen bis heute durch. Die Pazifisten nach 1919 formulierten die Prinzipien, nach denen die Welt sich heute in weiten Teilen zu organisieren sucht. Diese Gedanken waren die Schiedsgerichtsbarkeit, Abrüstung, Versöhnung, Freihandel und die deutsch-französischen Beziehungen als Motor für ein zukünftig geeintes Europa. Sie wiesen auf die Gefährlichkeit neuer Waffen (damals vor allem die chemischen, die erst 1993 von der UNO international geächtet wurden) und das in den Naturwissenschaften liegende Potential hin, das es zu beobachten und zu überwachen gilt.

1 Buchner reproche au chef de la police (social-démocrate) d'avoir »négligé« d'interdire la manifestation provocatrice des nazis à Altona le 17 juillet 1932 (18 morts et des dizaines de blessés), alors que l'autorisation avait pour but de provoquer l'affrontement entre nazis et communistes (p. 302).